

12.- Historiographie italienne, Renaissance et XIX^e siècles

Romain Descendre, Alessandro Fontana, Jean-Louis Fournel,
Xavier Tabet, Jean-Claude Zancarini

L'examen de l'historiographie offre la possibilité de repérer les ruptures historiques et l'émergence de nouvelles pratiques ou formulations normatives. Il permet d'observer à travers l'élaboration de nouvelles lectures de l'histoire la construction de nouvelles formes de rationalité politique et d'analyser l'articulation entre la conscience qu'une société a, à un moment donné, de son propre passé et sa vision de son propre présent. Nous travaillons sur deux moments critiques à cet égard pour ce qui concerne l'Italie, la Renaissance et le XIX^e siècle.

121. L'historiographie de la Renaissance

L'étude de l'historiographie républicaine de la Renaissance est dans la continuité des travaux effectués depuis quelques années. Ceux-ci ont permis l'établissement ou le renforcement de liens avec d'autres équipes et l'avancement ou la mise en route de plusieurs thèses, ainsi que de traductions et d'éditions critiques qui rendent possible le travail de recherche proprement dit.

Le programme de recherche au sens strict du terme porte sur l'historiographie dans la république florentine, notamment lors de la période qui court de 1494, date de la perte du pouvoir par les Médicis et du début des guerres d'Italie, à 1570, moment où Côme I^{er} obtient le titre de "Grand Duc de Toscane". On écrit beaucoup l'histoire à Florence à cette époque parce qu'on en a particulièrement besoin, dans une cité déchirée par la lutte des factions. A ce déchirement d'une période marquée par de longs conflits militaires et par une interrogation constante sur la meilleure forme de gouvernement correspond une variété des formes des différentes traditions républicaines, dont il s'agit de rendre compte ainsi que de la façon dont leur transformation et leur mobilisation contribue à rendre possible le passage à un Etat princier. On se démarque ainsi de la vision téléologique qui voit un cheminement inexorable conduire de la vieille République guelfe des marchands florentins à l'Etat régional gouverné par un prince absolu.

Notre questionnement porte sur la nature des nouveaux liens qui se nouent entre l'écriture de l'histoire et celle de la politique mais aussi entre ces deux écritures et l'action politique pratique. L'enquête porte et portera donc, dans une acception large du terme d' "historiographie" qui ne se limite pas à l'histoire savante mais tente d'éclairer au contraire la diversité des formes de la mobilisation du matériau historique et de ses usages sociaux, sur des textes de nature très différente. Nous espérons ainsi contribuer à une réflexion originale sur le républicanisme florentin, ou plutôt sur "les" républicanismes florentins et, par voie de conséquence, à un examen critique d'un certain nombre de traditions interprétatives communément admises sur le Quattrocento florentin (à travers notamment les thèses sur l' "humanisme civique"), et plus généralement sur la naissance de la pensée politique moderne (à travers entre autres l'analyse du "moment machiavélien").

Le travail porte en conséquence sur les ouvrages classiques maintes fois étudiés, qui doivent être réappréciés dans un ensemble plus large : les *Istorie florentine*, les *Storie florentine*, la *Storia d'Italia*, les *Cose florentine* de Guicciardini, les *Decennali* de Machiavel et ses *Discorsi*, mais aussi sur les oeuvres et les auteurs moins connus qui constituent cet ensemble : Buonaccorsi, Cerretani, Parenti et Vaglianti pour la génération d'écrivains du "moment savonarolien", Segni, Nerli, Varchi, Nardi¹ pour les historiens dits "tardifs" de la République. On examine aussi des écrits de praticiens, orientés vers l'action qui font usage de l'histoire, comme les pratiques, les écrits de gouvernement, les relations d'ambassadeurs, les *ricordanze* ou *ricordi*, voire les sermons, etc.

Après la nouvelle traduction des *Discours de Machiavel* par Alessandro Fontana et Xavier Tabet (Gallimard), seront publiés dans les années qui s'ouvrent une traduction de Giovanni Botero, *De la raison d'Etat*, suivi de *Les causes de la grandeur des cités*, traduits et annotés par Pierre Benedittini et Romain Descendre ; de Francesco Vettori, *le Voyage en Allemagne*, suivi de *la Légation en*

¹ Sur qui on dispose maintenant de la thèse de Lucie de los Santos, *Jacopo Nardi, biographie politique et écritures*, thèse pour le doctorat de langue et civilisation italienne, U. Paris-8 / U. de Tours, juin 2002 (s. dir. Jean-Louis Fournel et Franck La Brasca).

Allemagne de Machiavel, traduits et annotés par Silvia Genzano et Jean-Marc Rivière ; de Tommaso Campanella le Dialogue entre un Vénitien, un Espagnol et un Français, suivi de plusieurs textes pro-français de l'auteur, traduits et annotés par Florence Plouchart-Cohn. La réédition des Commentari de Filippo de Nerli, préparée par Lucie De Los Santos et Paolo Carta de l'université de Trente, est également en cours.

122.L'historiographie italienne du XIXe siècle, débats et lexique politique

Le travail sur le XIX^e siècle se situe dans une problématique plus large, qui rejoint notamment les perspectives de recherche sur la France développées infra. L'Etat moderne s'est constitué en Europe sur le fondement de légitimations fournies essentiellement par la philosophie politique : les formulations sur la puissance-sécurité chez Machiavel, les traités sur la raison d'Etat à partir de Botero, le principe de la souveraineté chez Bodin et Hobbes, les assises du droit naturel chez Grotius, Pufendorf, et Vattel, le constitutionnalisme chez Montesquieu, le droit de résistance dans la Révolution américaine, la théorie de la volonté générale chez Rousseau et la première formulation des droits de l'homme en 1789. Ce sont ces principes formulés dans les différents pays européens qui ont permis à l'Etat de se penser lui-même dans ses attributions, dans ses prérogatives, dans son rapport à la religion, dans la division des pouvoirs, dans ses liens avec la société civile. Or, à partir de la Révolution française, les fonctions de légitimation vont être prises en charge par un autre discours, le discours de l'histoire. L'histoire va donc désormais se substituer à la philosophie et à la pensée politique.

Dans l'ancien régime l'histoire avait eu la fonction surtout de célébrer les événements d'une ville illustre (à Venise, par exemple), où les exploits des rois et de leurs dynasties (l'historiographie royale en France) ou bien de revendiquer les privilèges d'une classe sociale (la noblesse dans la lutte des races chez Boulainvilliers), ou bien, sous la forme de l'érudition, elle s'était donné comme tâche de recueillir documents et chroniques sur tel ou tel autre aspect de la mémoire d'un pays (les bénédictins de Saint-Maure, Muratori en Italie). Quand l'histoire était "politique" elle se donnait comme modèle la diplomatie : c'était l'histoire des conflits militaires, des batailles, des alliances et des traités, traités dont on commence à faire le recueil systématique au XVIIIe siècle.

Après la Révolution un nouveau type d'histoire apparaît ; l'histoire non pas du roi mais de la nation, l'histoire non pas des dynasties régnantes ou des classes dominantes, mais des peuples. D'où la question, vite soulevée en France par Thierry, Montlosier et Guizot : existe-t-il depuis toujours un peuple, ou bien ce peuple s'est-il formé dans la lutte et l'affrontement des "races" ? comment se sont constitués ses droits et ses prérogatives ? ; quel rôle a-t-il joué au moment de la constitution des grandes monarchies européennes, et finalement comment est-on arrivé à la formation de la société civile et de la citoyenneté au moment de la crise du régime absolutiste ?

C'est à travers cette nouvelle histoire, et non plus à travers la philosophie politique où les peuples n'étaient jamais des sujets à part entière, que la nation pense ses origines, sa formation, les conflits entre les groupes sociaux, la fonction des institutions —les attributions des Länder en Allemagne par rapport à l'Empereur, la fonction de la papauté en Italie, la conquête des libertés élémentaires en Angleterre. Nous nous demanderons justement par quels processus l'historiographie a pris, peu à peu, les anciennes fonctions de la philosophie politique pour donner une nouvelle légitimation à l'Etat-nation. Les luttes politiques et sociales du XIXe siècle ont été menées à partir de l'histoire, d'un certain usage de l'histoire, qui n'était pas simplement la restauration du passé de la nation mais le mouvement même qui devait nécessairement mener à une transformation politique souhaitée et annoncée.

Chaque nation européenne a ainsi connu un usage spécifique de l'histoire, se référant à des moments particuliers de son passé pour accompagner et nourrir des projets politiques, assigner les tâches aux groupes sociaux, définir le partage des rôles et des sociétés, distinguer, pour paraphraser une expression célèbre de Benedetto Croce, entre ce qui est vivant et ce qui est mort. A partir de la Révolution l'histoire dessine l'horizon proche et lointain du destin national.

Nous voudrions nous arrêter au cas italien, en définissant un corpus de grands récits historiographiques du XIXème siècle et en nous interrogeant sur les concepts-clés autour desquels s'articulent ces discours —Etat, peuple, nation, aristocratie, féodalité, classe, "race" (stirpe), république, monarchie, souveraineté, etc. On s'intéressera aussi à l'usage qui est fait, à l'intérieur du

discours historiographique, d'un concept comme celui de "raison d'Etat", ou d'un thème très important au XIXe siècle comme celui du "machiavéisme". On devra également considérer l'émergence de certaines catégories fondamentales de l'historiographie comme celle de la "Renaissance", une Renaissance alors bien souvent lue, du point de vue de l'histoire nationale italienne, comme un moment de décadence et de formation d'un retard qu'il reviendrait aux hommes du Risorgimento de combler.

Dans cette invention d'une histoire nationale italienne et de traditions politiques communes jugées indispensables pour la constitution d'une unité nationale, on examinera aussi le sort réservé à l'histoire de certains Etats italiens difficilement intégrables dans une tradition italienne rétrospective commune. Ainsi, la vision historique du passé vénitien dans la première moitié du XIXe siècle, à partir de la monumentale Histoire de la république de Venise de Pierre Daru (1819), représentera un de ces objets historiographiques intéressants à étudier pour comprendre dans quelle mesure la réflexion sur l'anti-modèle aristocratique vénitien permet de définir, par opposition, un modèle de classe gouvernante libérale susceptible de porter le projet unitaire de la jeune Italie (cf. [260]).

On prévoit d'organiser sur une durée de quatre ans une série de séminaires et de rencontres permettant, à partir d'un même corpus de textes écrits entre 1796 et 1848, de comparer, à l'intérieur des différentes traditions politiques italiennes évoquées ci-dessus, les usages politiques des objets historiographiques identifiés au préalable. Des interventions portant en particulier sur l'historiographie française et allemande de cette première moitié du XIXe siècle permettront par comparaison de préciser certaines spécificités italiennes, mais également des particularités européennes communes. On pourra aussi envisager la publication de textes rares ou peu connus, mais importants pour les problèmes qui nous intéressent.

Ce projet s'inscrit d'une certaine façon, dans le prolongement de ce qui a été fait au sein de l'UMR à propos de Machiavel et de ses lectures politiques dans l'Europe du XIXe siècle (cf. au pôle Philosophie politique). Mais il entend aussi s'articuler au programme sur le lexique politique de la Renaissance (supra, 11) : il s'agira nécessairement de retrouver l'histoire de concepts politiques modernes, ayant émergé aux XVe et XVIe siècle, et repensés dans l'optique de la formation d'une culture et d'une unité nationale italienne.

123. Une naissance italienne de la géopolitique

En Italie s'est constitué, à partir du XVIe siècle, un discours politique et savant nouveau, que l'on peut appeler géopolitique. Il est rendu possible par la conjonction entre, d'une part, le développement la conception moderne de la politique comme lieu des rapports de force qu'exprime Machiavel, et d'autre part les nouvelles formes de la connaissance du monde déterminées par la conquête et l'évangélisation de nouveaux continents —appelée parfois "première mondialisation". Il exprime, comme le discours sur l'histoire, les transformations de la conscience d'elles-mêmes des sociétés politiques italiennes, qui redéfinissent simultanément leur rapport au temps et leur rapport à l'espace.

La recherche prendra pour premier objet, dans la suite du travail de thèse de Romain Descendre, la pensée politique des territoires qui trouve son origine, chez Giovanni Botero, dans une réflexion sur la raison d'Etat. Chez Botero en effet, l'enquête approfondie sur ce qui constitue en propre la puissance des Etats entraîne un vaste examen des conditions favorables à l'augmentation de la richesse, de la population et des forces armées, qui enrichit la pensée politique de nouveaux savoirs qui lui étaient auparavant relativement étrangers. En ressort en particulier une valorisation inédite de la dimension géographique et spatiale des phénomènes politiques et sociaux.

A travers les œuvres majeures de Botero apparaît une vaste entreprise de territorialisation de la réflexion politique, sur les trois échelles de la ville, de l'Etat et du monde, qui trouve l'une de ses sources dans la tradition italienne des relations des ambassadeurs, et qui contribue à la formation de l'idée moderne de l'Etat. Le vaste état du monde que sont les *Relazioni universali* (1591-1596) se présente comme une véritable encyclopédie des connaissances géographiques à l'usage des princes, mais aussi comme une arme politico-religieuse décisive pour le camp catholique. A travers cette

œuvre monumentale, la représentation politique du monde apparaît d'autant plus comme un enjeu crucial de la Contre-Réforme qu'il s'agit d'en proposer une vision qui soit en accord avec la nouvelle théologie pontificale. Celle-ci, à travers la théorie de la potestas indirecta du pape, s'attache à repenser l'articulation des pouvoirs respectifs de la papauté et des États temporels afin de préserver un rôle prééminent pour la première, malgré l'affirmation des souverainetés étatiques. Botero, quant à lui, élabore une représentation de l'ordre du monde fondée sur un principe de l'équilibre entre les puissances qui lui permette de conserver la primauté d'un souverain pontife théorisé comme arbitre suprême dans les affaires géopolitiques et les conflits inter-étatiques.

Par ailleurs, un travail similaire est en cours sur un autre philosophe italien du même moment historique, Tommaso Campanella. L'étude de l'œuvre de ce dominicain calabrais, qui a lu et utilisé les textes de Botero, permet, de façon subsidiaire, d'aborder l'influence immédiate des conceptions de l'auteur sur le traité *De la Raison d'Etat*. Toutefois, ces recherches engagent surtout une réflexion d'un ordre différent sur la géopolitique : celle-ci n'y est pas à l'origine d'un savoir nouveau sur la nature et les formes de la puissance des États comme chez Botero, mais représente avant tout une lecture modernisée d'une conception globale du temps des hommes (à travers la question de la prophétie et du messianisme) et de l'organisation globale de la chrétienté (à travers l'aspiration à un Empire qui reconstitue l'unité de l'oekumène), notamment en jeu dans ses trois grands ouvrages sur la notion de "monarchie" dans ses rapports avec la question du territoire et de l'ordre du monde (*Monarchie d'Espagne, Monarchie du Messie et Monarchie de France*).

Du même coup, la recherche repense également l'articulation de la pensée politique avec la pensée utopique, sur laquelle est trop souvent rabattue l'œuvre de l'auteur de la *Cité du soleil* (le bref "dialogue poétique" qui le rendit célèbre mais qui ne représente, de son propre aveu, qu'une annexe à son traité *De politica*). Un des débouchés de ce travail est constitué par un ouvrage de Jean-Louis Fournel, en cours de rédaction *Territoires de l'esprit et territoires de la politique : géopolitique de Tommaso Campanella*. Par ailleurs, deux chercheurs de notre laboratoire participent activement à l'élaboration par un groupe de recherches international d'un *Lexique Brunien et Campanellien* en plusieurs volumes dont la première livraison est prévue en décembre 2005, sous l'égide du *Lessico intellettuale europeo* de Rome (LIE, équipe CNR italienne dirigée par Tullio De Gregory, avec laquelle TRIANGLE doit conclure prochainement une convention de collaboration).

Les conceptions de Botero et de Campanella, leurs sources et leur portée, seront approfondies. Le travail sera ensuite poursuivi en prenant en compte une période historique beaucoup large. En amont, il s'agit d'examiner de quelle façon, avant même l'extension des enjeux politiques à la mesure du globe, qui n'apparaît pas avant la fin du XVI^e siècle, les guerres d'Italie donnent lieu à l'émergence d'une pensée géo-stratégique largement nouvelle, dont témoignent notamment la correspondance de Machiavel, ou encore l'Histoire d'Italie de Guicciardini. En aval, il s'agit de reconstituer les façons dont à partir de cette naissance italienne se développent les formes du discours géopolitique en Europe jusqu'à sa constitution et sa reconnaissance comme un savoir spécifique, constitutif de la science géographique. Enfin, une édition des deux traités de Botero sur la *Raison d'Etat* et la *Cause et grandeur des Cités* est en cours de préparation pour les éditions Rue d'Ulm, sous la responsabilité de Romain Descendre, et une édition des nombreux textes politiques pro-français de Campanella écrits à partir de 1632 vient d'être publiée chez le même éditeur [259] par Florence Plouchart-Cohn, qui par ailleurs est en train de terminer sa thèse sur *Les temps de la prophétie dans la pensée politique de Campanella*.